






Rejoignez-nous  
pour renforcer  
les droits humains en  
Europe !



## Concours de recrutement local ouvert aux personnes déjà présentes en TUNISIE

### Chargé-e de projet

#### Bureau du Conseil de l'Europe à Tunis Programme conjoint UE- Conseil de l'Europe Sud V Projet : Médias et Liberté d'expression (MELE)

 Référence : o34/2022  
 Publication : 10/08/2022  
 Date limite : **29/08/2022**

Êtes-vous motivé-e par la gestion des projets sur **les médias et la liberté d'expression** ? Voulez-vous contribuer aux activités d'une organisation internationale œuvrant pour les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit ? Si tel est le cas, notre offre d'emploi pourrait être une bonne opportunité pour vous. Sous l'autorité du Chef de Bureau, et la supervision du Project Manager, le/la chargé-e de projet (Project Officer) met en œuvre les différentes tâches liées à la mise en œuvre du Programme Conjoint UE - Conseil de l'Europe Programme Sud V, composante Médias et Liberté d'Expression, en coopération avec les partenaires locaux et en ligne avec les procédures de l'Organisation et/ou des exigences des bailleurs de fonds.

### Qui sommes-nous ?

■ Avec plus de 2 000 agents représentant ses 46 États membres, le Conseil de l'Europe est une organisation multiculturelle. Nous œuvrons à une meilleure protection des droits de l'homme, de la démocratie et de l'État de droit. Nos trois valeurs fondamentales - **le professionnalisme, l'intégrité et le respect** - guident notre façon de travailler.



■ Le Conseil de l'Europe a son siège à Strasbourg, en France, et est également présent dans plus de vingt pays. Plus d'informations sur la [présence extérieure du Conseil de l'Europe](#).

■ Le Programme conjoint entre l'Union européenne et le Conseil de l'Europe « Soutien régional à la consolidation des droits de l'homme, de l'État de droit et de la démocratie dans le sud de la Méditerranée » (Programme Sud V) a pour objectif le développement d'un espace juridique commun aux pays de la région compatible avec les principes législatifs européens. Une de ses **composantes porte sur les médias et la liberté d'expression**. Depuis 2012, sur la base d'un partenariat durable, le Conseil de l'Europe et l'Union européenne travaillent en étroite collaboration avec les bénéficiaires de la région du sud de la Méditerranée (Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Palestine\* et Tunisie) pour faire progresser les droits de l'homme et la gouvernance démocratique sur la base des valeurs partagées par les deux organisations et conformément aux programmes nationaux de réformes. Le Programme Sud V dont le démarrage est prévu pour septembre 2022, vise à promouvoir la coopération régionale entre autres en matière de médias, liberté d'expression et accès à l'information.

\* Cette dénomination ne saurait être interprétée comme une reconnaissance d'un État de Palestine et est sans préjudice de la position de chaque État membre du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne sur cette question.

## Votre rôle

---

- En tant que chargé-e de projet (project officer), vous serez amené-e, sous la supervision du responsable du projet, à :
  - ▶ fournir une assistance dans la planification, préparation, organisation et suivi des activités de projet en ligne avec le plan de travail et en coopération étroite avec les partenaires nationaux ;
  - ▶ participer au développement du plan de travail du projet et des autres documents pertinents ;
  - ▶ contribuer à la définition des termes de référence des différents engagements contractuels ;
  - ▶ assurer de la mise en œuvre des procédures d'achat et vérifier l'exactitude des dossiers d'achat, rédiger des contrats et les demandes de paiement ;
  - ▶ contribuer à la sélection des experts locaux et internationaux, mais aussi des prestataires de service ; préparer la documentation nécessaire ;
  - ▶ informer la hiérarchie régulièrement des problèmes rencontrés ; proposer des priorités et les ajustements nécessaires ;
  - ▶ fournir une assistance technique aux consultants short-terme et dans la coordination de leur travail ;
  - ▶ préparer la documentation nécessaire aux réunions et les comptes-rendus des réunions ; préparer des rapports de mission ;
  - ▶ contribuer aux rapports du projet et préparer toute contribution écrite en fonction des demandes, y compris des notes de briefing, éléments d'interventions, discours et correspondance officielle ;
  - ▶ s'assurer du suivi budgétaire des dépenses en ligne avec les procédures du Conseil de l'Europe et des exigences des bailleurs de fond ;
  - ▶ contribuer à la visibilité du projet à travers la rédaction de *news* pour les sites internet, communiqués de presse et à travers la dissémination de l'information ;
  - ▶ contribuer au fonctionnement du Bureau de Tunis, en coopération avec le Chef de Bureau, le Chef Adjoint et le responsable de Projet au siège de Conseil de l'Europe ;
  - ▶ promouvoir les valeurs du Conseil de l'Europe en interne comme à l'externe ;
  - ▶ entreprendre des voyages officiels en lien avec les activités du projet en Tunisie et dans la région MENA ;
  - ▶ développer une approche proactive de la question de l'égalité des genres au niveau des activités sous sa responsabilité.

## Ce que nous recherchons

---

- Au minimum, vous devez avoir :
  - ▶ suivi un enseignement secondaire complet sanctionné par le diplôme correspondant ;
  - ▶ au moins 3 années d'expérience professionnelle pertinente dans le domaine de gestion des projets dans le secteur des médias, de l'accès à l'information ou des domaines similaires ;
  - ▶ une excellente connaissance de l'arabe (niveau de langue maternelle) et très bonne connaissance du français (y compris à l'écrit) ; une bonne connaissance de l'anglais serait un atout ;
  - ▶ moins de 65 ans à la date de clôture de l'avis de vacance.

- Démontrez-nous que vous avez les compétences suivantes :

- ▶ expertise professionnelle et technique :
  - connaissance des standards du Conseil de l'Europe en matière de médias et liberté d'expression, des principes du Conseil de l'Europe et du travail de l'organisation en ce domaine ;
  - très bonne connaissance du secteur des médias en Tunisie et si possible dans la région MENA ;
  - connaissance du contexte politique dans la région MENA ; et du paysage médiatique dans ces pays ;

- connaissance des outils de gestion de projet (méthodologie de la gestion des projets, cadres logiques, indicateurs).
- ▶ Compétences informatiques : excellente maîtrise des logiciels bureautiques (Word, Power Point, Outlook, Excel, bases de données, publications sur internet)
- ▶ Planification et organisation du travail
- ▶ Capacité à travailler en équipe et à coopérer
- ▶ Capacités rédactionnelles
- ▶ Souci de la qualité
- ▶ Sens de l'initiative
- ▶ Communication

Veuillez vous référer au  
[Répertoire des  
Compétences](#)  
du Conseil de l'Europe  
 - 1,6Mo

■ Les compétences suivantes seraient un atout :

- ▶ Expertise professionnelle et technique :
  - une expérience de gestion de projets dans le domaine des sciences politiques, du social ou du journalisme ;
  - une solide formation académique dans le domaine des sciences politiques, du sociale ou du journalisme ;
  - une expérience de travail dans un environnement international ;
  - une connaissance spécifique de l'environnement des médias et de la société d' information.

## Ce que nous offrons

---

■ En cas de réussite, un emploi sur la base **de contrats temporaires** au grade B4, pourra vous être proposé. L'emploi est limité à fin décembre 2023 et peut être prolongé au plus tard jusqu'à fin 2025 sous réserve de la signature du Programme conjoint de Union européenne avec le Conseil de l'Europe : Programme Sud V. Vous recevrez un salaire mensuel brut de base de 1185,18 €. Votre salaire sera éventuellement complété par d'autres indemnités en fonction de votre situation personnelle. Vous serez affilié·e à un régime de pension et à une couverture médicale et sociale. Vous bénéficierez également de 32 jours de congé par an et d'autres avantages (notamment horaires de travail flexibles, formations et développement, possibilités de télétravail, etc.).

■ Ce concours est organisé conformément à [l'Arrêté n ° 1234 du 15 décembre 2005 fixant les conditions de recrutement et d'emploi des agents temporaires recrutés localement travaillant dans les lieux d'affectation du Conseil de l'Europe situés hors de France](#).

■ Si votre profil correspond à notre besoin et que vous n'êtes pas recruté·e immédiatement à l'issue de ce concours, vous pouvez être placé·e sur une liste de réserve.

## Modalités de candidature et de sélection

---

■ La date limite de dépôt des candidatures est fixée au **29 août 2022 (minuit heure de Paris)**. Les actes de candidature doivent être rédigés en français ou en anglais et soumis par le biais du système en ligne du Conseil de l'Europe : [www.coe.int/jobs](http://www.coe.int/jobs). Veuillez remplir le formulaire en fournissant toutes les informations demandées et en expliquant dans quelle mesure vos compétences font de vous le/la meilleur·e candidat·e pour cet emploi. Rédiger sa candidature prend en général plusieurs heures ; veuillez donc à prendre cet élément en considération lorsque vous postulez.

■ Seuls les candidats qui répondent le mieux aux critères mentionnés ci-dessus seront invités aux étapes suivantes du concours, à savoir des épreuves et/ou un entretien. De plus amples informations sur le type d'épreuves prévu pour ce concours seront fournies aux candidats sélectionnés en temps voulu.

■ Les candidatures des agents du Conseil de l'Europe, actuellement titulaires d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'anciens agents dont le contrat à durée déterminée est terminé moins de 12 mois avant la date limite de dépôt des candidatures, ne seront pas prises en considération.

■ En tant qu'employeur qui promeut l'égalité des chances, le Conseil de l'Europe encourage à se porter candidate toute personne ayant les qualifications exigées, sans distinction de sexe, de genre, de situation maritale ou parentale, d'orientation sexuelle, d'origine ethnique ou sociale, de handicap, de religion ou de convictions. Dans le cadre de sa politique, le Conseil de l'Europe tend à assurer une représentation paritaire des femmes et des hommes employés par catégorie et par grade. À égalité de mérite, la préférence sera donnée au/à la candidat-e du sexe sous-représenté dans le grade concerné. Au cours des différentes étapes de recrutement, des mesures spécifiques peuvent être prises pour assurer l'égalité des chances des candidats en situation de handicap.